

[C - 27625]

F. 96 — 2433

**17 OCTOBRE 1996. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant les arrêtés du Gouvernement wallon du 14 décembre 1995 fixant les cotisations obligatoires destinées aux Fonds de promotion « Produits de grande culture », « Horticulture », « Elevage et viande », « Lait », « Petit élevage et divers » et « Agro-alimentaire »**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 6, § 1er, V, tel qu'il a été modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat;

Vu le décret du 22 décembre 1994 instituant l'Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture, tel qu'il a été modifié par les décrets du 20 juin 1996 et du 25 juillet 1996, notamment l'article 4, § 1er, 3° et § 3;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 décembre 1994 portant application du décret du 22 décembre 1994 instituant l'Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 septembre 1996, notamment l'article 7;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 1995 fixant les cotisations obligatoires destinées au Fonds de promotion "Produits de grande culture";

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 1995 fixant les cotisations obligatoires destinées au Fonds de promotion "Horticulture";

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 1995 fixant les cotisations obligatoires destinées au Fonds de promotion "Elevage et viande";

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 1995 fixant les cotisations obligatoires destinées au Fonds de promotion "Lait";

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 1995 fixant les cotisations obligatoires destinées au Fonds de promotion "Petit élevage et divers";

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 1995 fixant les cotisations obligatoires destinées aux Fonds de promotion "Agro-alimentaire";

Vu les propositions de la section consultative « Horticulture » en date, respectivement, du 25 juin 1996 et du 5 septembre 1996;

Vu la proposition de la section consultative « Agro-alimentaire » en date du 9 septembre 1996;

Vu l'avis du conseil d'administration de l'Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture, donné le 20 septembre 1996;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 10 octobre 1996;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il y a lieu, d'une part, d'adapter sans délai les réglementations fixant pour la Région wallonne les cotisations obligatoires destinées aux divers fonds de promotion de l'Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture, aux modifications apportées au décret du 22 décembre 1994 instituant ledit Office et, d'autre part, de préciser le champ d'application de certaines de ces réglementations afin de permettre la perception des cotisations précitées;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

*CHAPITRE Ier. — Modifications apportées à l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 1995 fixant les cotisations obligatoires destinées au Fonds de promotion « Horticulture »*

**Article 1er. § 1er.** Au second alinéa de l'article 3 du même arrêté, sont remplacés les termes « Légumes : tous les légumes produits en Région wallonne » par les termes : « Légumes frais : tous les légumes produits en Région wallonne selon une culture conventionnelle et/ou biologique et qui ne sont pas destinés à l'industrie de la transformation ».

§ 2. Au même article, il est inséré un troisième alinéa libellé comme suit :

« Légumes industriels : tous les légumes produits en Région wallonne sur base d'un contrat de culture et destinés à l'industrie de la transformation ».

§ 3. A l'article 4 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° Au troisième point le mot « frais » est inséré à la suite des mots « le producteur de légumes »;

2° Il est inséré, à la place du quatrième point qui devient le cinquième point, un quatrième point nouveau, rédigé comme suit : « 4° Le producteur de légumes industriels paie une cotisation de 150 FB par hectare de superficie productrice ».

§ 4. A l'article 5 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° Le troisième point est remplacé par la disposition suivante : « 3° pour les producteurs de légumes frais, à la superficie productrice »;

2° Il est inséré, à la place du quatrième point qui devient le cinquième point, un quatrième point nouveau rédigé comme suit : « 4° pour les producteurs de légumes industriels, à la superficie productrice ».

**Art. 2.** Au premier alinéa de l'article 8 du même arrêté les mots « désignés par le Gouvernement wallon » sont remplacés par les mots « habilités par le conseil d'administration de l'Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture ».

**Art. 3.** Au premier alinéa de l'article 9 du même arrêté les mots « conformément aux dispositions décrétales en vigueur en matière budgétaire » sont remplacés par les mots « conformément aux dispositions du décret du 22 décembre 1994 instituant l'Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture, tel que modifié par le décret du 25 juillet 1996, notamment l'article 4, § 3 ».

CHAPITRE II. — *Modifications apportées à l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 1995 fixant les cotisations obligatoires destinées au Fonds de promotion « Agro-alimentaire »*

**Art. 4.** A l'article 1er de l'arrêté précité, il est inséré un troisième point libellé comme suit :  
"3° dépôts : les points de vente spécialisés dont l'activité principale, soit au moins 50 % du chiffre d'affaire, consiste en la vente de produits de la boulangerie-pâtisserie".

**Art. 5.** § 1er. Le premier tiret du § 1er de l'article 2 de l'arrêté précité est modifié comme suit :  
"par les boulangeries-pâtisseries et les dépôts, à l'exclusion des associations sans but lucratif visées par la loi du 27 juin 1921."

§ 2. Au même article le § 2 est remplacé par la disposition suivante :

"§ 2. La cotisation énoncée dans le § 1er est augmentée d'une cotisation variable de :

- deux mille cinq cents francs pour les assujettis ayant de 5 à 9 employés;
- cinq mille francs pour les assujettis ayant de 10 à 20 employés;
- sept mille cinq cents francs pour les assujettis ayant plus de 20 employés".

**Art. 6.** L'article 4 est remplacé par la disposition suivante :

"Les cotisations sont applicables aux personnes physiques ou morales qui perçoivent du chef de leurs activités des revenus au sens des articles 23, § 1er, et 183 du Code des impôts sur les revenus."

**Art. 7.** Au premier alinéa de l'article 6 du même arrêté, les termes « désignés par le Gouvernement wallon » sont remplacés par les termes « habilités par le conseil d'administration de l'Office ».

**Art. 8.** Au premier alinéa de l'article 7 du même arrêté, les mots « conformément aux dispositions décrétales en vigueur en matière budgétaire » sont remplacés par les termes « conformément aux dispositions du décret du 22 décembre 1994 instituant l'Office, tel que modifié par le décret du 25 juillet 1996, notamment l'article 4, § 3 ».

CHAPITRE III. — *Autres dispositions*

**Art. 9.** Dans les articles suivants, les termes « désignés par le Gouvernement wallon » sont remplacés par les termes « habilités par le conseil d'administration de l'Office » :

- à l'article 7, premier alinéa, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 1995 fixant les cotisations obligatoires destinées au Fonds de promotion « Produits de grande culture »;

- à l'article 5, premier alinéa, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 1995 fixant les cotisations obligatoires destinées au Fonds de promotion « Elevage et viande »;

- à l'article 7, premier alinéa, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 1995 fixant les cotisations obligatoires destinées au Fonds de promotion « Lait »;

- à l'article 10, premier alinéa, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 1995 fixant les cotisations obligatoires destinées au Fonds de promotion « Petit élevage et divers ».

**Art. 10.** Dans les articles suivants les mots « conformément aux dispositions décrétales en vigueur en matière budgétaire » sont remplacés par les mots « conformément aux dispositions du décret du 22 décembre 1994 instituant l'Office, tel que modifié par le décret du 25 juillet 1996, notamment l'article 4, § 3 » :

- à l'article 8, premier alinéa, de l'arrêté du Gouvernement wallon fixant les cotisations obligatoires destinées au Fonds de promotion « Produits de grande culture »;

- à l'article 6, premier alinéa, de l'arrêté du Gouvernement wallon fixant les cotisations obligatoires destinées au Fonds de promotion « Elevage et viande »;

- à l'article 8, premier alinéa, de l'arrêté du Gouvernement wallon fixant les cotisations obligatoires destinées au Fonds de promotion « Lait »;

- à l'article 11 de l'arrêté du Gouvernement wallon fixant les cotisations obligatoires destinées au Fonds de promotion « Petit élevage et divers ».

**Art. 11.** Le présent arrêté produit ses effets à partir du 1er octobre 1996.

**Art. 12.** Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 17 octobre 1996.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,  
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

D. 96 — 2433

[C — 27625]

17. OKTOBER 1996 — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Abänderung der Erlasse der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 1995 zur Festlegung der Pflichtbeiträge zugunsten der Förderfonds "Produits de grande culture" (Produkte der Großkulturen), "Horticulture" (Gartenbau), "Elevage et viande" (Zucht und Fleisch), "Lait" (Milch), "Petit élevage et divers" (Kleintierzucht und sonstiges), "Agro-alimentaire" (landwirtschaftliche Nahrungsmittel)

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des Artikels 6 § 1, V, in seiner durch das Sondergesetz vom 16. Juli 1993 zur Vollendung der föderalen Struktur des Staates abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Dekrets vom 22. Dezember 1994 zur Errichtung des "Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture" (Regionales Amt zur Förderung der Landwirtschaft und des Gartenbaus) in seiner durch die Dekrete vom 29. Mai 1996 und vom 25. Juli 1996 abgeänderten Fassung, insbesondere des Artikels 4 § 1 3° und § 3;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Dezember 1994 zur Anwendung des Dekrets vom 22. Dezember 1994 zur Errichtung des "Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture" in seiner durch das Dekret der Wallonischen Regierung vom 12. September 1996 abgeänderten Fassung, insbesondere des Artikels 7;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 1995 zur Festlegung der Pflichtbeiträge zugunsten des Förderfonds "Produkte der Großkulturen";

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 1995 zur Festlegung der Pflichtbeiträge zugunsten des Förderfonds "Gartenbau";

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 1995 zur Festlegung der Pflichtbeiträge zugunsten des Förderfonds "Zucht und Fleisch";

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 1995 zur Festlegung der Pflichtbeiträge zugunsten des Förderfonds "Milch";

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 1995 zur Festlegung der Pflichtbeiträge zugunsten des Förderfonds "Kleintierzucht und sonstiges";

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 1995 zur Festlegung der Pflichtbeiträge zugunsten des Förderfonds "Landwirtschaftliche Nahrungsmittel";

Aufgrund der Vorschläge der Beratungsabteilung "Gartenbau" vom 25. Juni 1996 bzw. vom 5. September 1996;

Aufgrund des Vorschlags der Beratungsabteilung "Landwirtschaftliche Nahrungsmittel" vom 9. September 1996;

Aufgrund des am 20. September 1996 abgegebenen Gutachtens des Verwaltungsrates des "Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture";

Aufgrund des am 10. Oktober 1996 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund der Zustimmung des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 4. Juli 1989;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß einerseits die Vorschriften zur Festlegung der Pflichtbeiträge zugunsten der verschiedenen Förderfonds des "Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture" in der Wallonischen Region unverzüglich an die im Dekret vom 22. Dezember 1994 zur Errichtung des genannten Amtes gebrachten Abänderungen anzupassen sind, und daß andererseits der Anwendungsbereich einiger dieser Vorschriften genauer festzulegen ist, um die Erhebung der oben genannten Beiträge zu ermöglichen;

Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

Beschließt:

KAPITEL I. - *Im Erlaß der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 1995 zur Festlegung der Pflichtbeiträge zugunsten des Förderfonds "Gartenbau" gebrachte Abänderungen*

**Artikel 1** - § 1. Im zweiten Absatz von Artikel 3 des vorgenannten Erlasses wird der Wortlaut "Gemüse: alle in der Wallonischen Region angebaute Gemüsesorten" durch folgenden Wortlaut ersetzt: "frisches Gemüse: alle Gemüsesorten, die in der Wallonischen Region nach einer herkömmlichen und/oder biologischen Kultur angebaut werden und die nicht zur Veredelungsindustrie bestimmt sind".

§ 2. In denselben Artikel muß ein dritter Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt werden: "industrielles Gemüse alle in der Wallonischen Region auf Grund eines Kulturvertrags angebaute Gemüsesorten, die zur Veredelungsindustrie bestimmt sind".

§ 3. In Artikel 4 desselben Erlasses wird Folgendes abgeändert:

1° In Punkt 3 wird der Wortlaut "ein Gemüseerzeuger" durch den Wortlaut "ein Erzeuger von frischem Gemüse" ersetzt;

2° Statt des nun zum fünften werdenden Punktes 4 wird ein neuer Punkt 4 mit folgendem Wortlaut eingefügt: "4° der Erzeuger von industriellem Gemüse zahlt einen Beitrag von 150 BEF pro Hektar Ertragsfläche".

§ 4. In Artikel 5 desselben Erlasses wird Folgendes abgeändert:

1° Punkt 3 wird durch die folgende Bestimmung ersetzt: "3° die Ertragsfläche für die Erzeuger von frischem Gemüse";

2° Statt des nun zum fünften werdenden Punktes 4 wird ein neuer Punkt 4 mit folgendem Wortlaut eingefügt: "4° die Ertragsfläche für die Erzeuger von industriellem Gemüse".

**Art. 2** - Im ersten Absatz von Artikel 8 desselben Erlasses wird der Wortlaut "von der Wallonischen Regierung bezeichneter" durch den Wortlaut "vom Verwaltungsrat des "Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture" ermächtigten" ersetzt.

**Art. 3** - Im ersten Absatz von Artikel 9 desselben Erlasses wird der Wortlaut "gemäß den auf Haushaltsebene gültigen dekretmäßigen Bestimmungen" durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"gemäß den Bestimmungen des Dekrets vom 22. Dezember 1994 zur Errichtung des "Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture" in seiner durch das Dekret vom 25. Juli 1996 abgeänderten Fassung, insbesondere des Artikels 4 § 3".

KAPITEL II. - *Im Erlaß der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 1995 zur Festlegung der Pflichtbeiträge zugunsten des Förderfonds "Landwirtschaftliche Nahrungsmittel" gebrachte Abänderungen*

**Art. 4** - In Artikel 1 des vorgenannten Erlasses muß ein dritter Punkt mit folgendem Wortlaut eingefügt werden: "3° Lager: die spezialisierten Verkaufsstellen, deren Haupttätigkeit, d.h. mindestens 50 % des Umsatzes, in dem Verkauf von Nahrungsmitteln aus dem Bäckerei-Konditorei-Bereich besteht"

**Art. 5 - § 1.** Der erste Strich von Artikel 2 § 1 des vorgenannten Erlasses wird folgenderweise abgeändert: "von den Bäckereien-Konditoreien und den Lagern mit Ausnahme der VoE im Sinne des Gesetzes vom 27. Juni 1921".

**§ 2.** In demselben Artikel wird § 2 durch die folgende Bestimmung ersetzt: "§ 2. Der in § 1 genannte Beitrag wird um einen variablen Beitrag erhöht von:

- 2.500 BEF für die Zahlungspflichtigen, die 5 bis 9 Arbeitnehmer beschäftigen;
- 5.000 BEF für die Zahlungspflichtigen, die zwischen 10 und 20 Arbeitnehmer beschäftigen;
- 7.500 BEF für die Zahlungspflichtigen, die mehr als 20 Arbeitnehmer beschäftigen."

**Art. 6 - Artikel 4** wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

"Die Beiträge sind anwendbar auf die natürlichen und juristischen Personen, die aufgrund ihrer Aktivitäten im Sinne der Artikel 23 § 1 und 183 des Einkommensteuergesetzbuches Einkünfte beziehen".

**Art. 7 -** Im ersten Absatz von Artikel 6 desselben Erlasses wird der Wortlaut: "von der Wallonischen Regierung bezeichneten" durch den Wortlaut: "vom Verwaltungsrat des "Office" ermächtigten" ersetzt.

**Art. 8 -** Im ersten Absatz von Artikel 7 desselben Erlasses wird der Wortlaut: "gemäß den auf Haushaltsebene gültigen dekretmäßigen Bestimmungen" durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"gemäß den Bestimmungen des Dekrets vom 22. Dezember 1994 zur Errichtung des "Office" in seiner durch das Dekret vom 25. Juli 1996 abgeänderten Fassung, insbesondere des Artikels 4 § 3".

### KAPITEL III. - Sonstige Bestimmungen

**Art. 9 -** In den folgenden Artikeln wird der Wortlaut: "von der Wallonischen Regierung bezeichneten" durch den Wortlaut: "vom Verwaltungsrat des "Office" ermächtigten" ersetzt:

- Artikel 7 Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 1995 zur Festlegung der Pflichtbeiträge zugunsten des Förderfonds "Produkte der Großkulturen";
- Artikel 5 Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 1995 zur Festlegung der Pflichtbeiträge zugunsten des Förderfonds "Zucht und Fleisch";
- Artikel 7 Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 1995 zur Festlegung der Pflichtbeiträge zugunsten des Förderfonds "Milch";
- Artikel 10 Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 1995 zur Festlegung der Pflichtbeiträge zugunsten des Förderfonds "Kleintierzucht und sonstiges".

**Art. 10 -** In den folgenden Artikeln wird der Wortlaut: "gemäß den auf Haushaltsebene gültigen dekretmäßigen Bestimmungen" durch folgenden Wortlaut ersetzt: "gemäß den Bestimmungen des Dekrets vom 22. Dezember 1994 zur Errichtung des "Office" in seiner durch das Dekret vom 25. Juli 1996 abgeänderten Fassung, insbesondere des Artikels 4 § 3":

- Artikel 8 Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Pflichtbeiträge zugunsten des Förderfonds "Produkte der Großkulturen";
- Artikel 6 Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Pflichtbeiträge zugunsten des Förderfonds "Zucht und Fleisch";
- Artikel 8 Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Pflichtbeiträge zugunsten des Förderfonds "Milch";
- Artikel 11 Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Pflichtbeiträge zugunsten des Förderfonds "Kleintierzucht und sonstiges".

**Art. 11 -** Der vorliegende Erlaß wird am 1. Oktober 1996 wirksam.

**Art. 12 -** Der Wallonische Minister der Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt

Namur, den 17. Oktober 1996

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,  
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,  
G. LUTGEN

### VERTALING

N. 96 — 2433

[C - 27625]

**17 OKTOBER 1996.** — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van de besluiten van de Waalse Regering van 14 december 1995 tot vaststelling van de verplichte bijdragen bestemd voor de bevorderingsfondsen "Akkerbouwproducten", "Tuinbouw", "Veeteelt en vices", "Zuivel", "Kleinvee en allerlei" en "Agrovoedingsmiddelen"

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 6, § 1, V, zoals gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur,

Gelet op het decreet van 22 december 1994 tot oprichting van de "Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture" (Gewestelijke Dienst voor de Promotie van de Land- en Tuinbouw), zoals gewijzigd bij de decreten van 29 mei 1996 en 25 juli 1996, inzonderheid op artikel 4, § 1, 3<sup>e</sup> en § 3,

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 22 december 1994 houdende toepassing van het decreet van 22 december 1994 tot oprichting van de "Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture" (Gewestelijke Dienst voor de Promotie van de Land- en Tuinbouw), zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 12 september 1996, inzonderheid op artikel 7;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 14 december 1995 tot vaststelling van de verplichte bijdragen bestemd voor het bevorderingsfonds "Akkerbouwprodukten";

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 14 december 1995 tot vaststelling van de verplichte bijdragen bestemd voor het bevorderingsfonds "Tuinbouw";

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 14 december 1995 tot vaststelling van de verplichte bijdragen bestemd voor het bevorderingsfonds "Veeteelt en vlees";

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 14 december 1995 tot vaststelling van de verplichte bijdragen bestemd voor het bevorderingsfonds "Zuivel";

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 14 december 1995 tot vaststelling van de verplichte bijdragen bestemd voor het bevorderingsfonds "Kleinvee en allerlei";

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 14 december 1995 tot vaststelling van de verplichte bijdragen bestemd voor het bevorderingsfonds "Agro-voedingsmiddelen";

Gelet op de voorstellen van de consultatieve afdeling "Tuinbouw" van 25 juni 1996 en 5 september 1996;

Gelet op het voorstel van de consultatieve afdeling "Agro-voedingsmiddelen" van 9 september 1996;

Gelet op het advies van de raad van bestuur van de "Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture", gegeven op 20 september 1996;

Gelet op het akkoord van de Inspectie van Financiën, gegeven op 10 oktober 1996;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het geboden is, enerzijds, de aan het Waalse Gewest eigen regelingen van de verplichte bijdragen voor de verschillende bevorderingsfondsen van de "Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture" onverwijld aan te passen aan de wijzigingen ingevoerd bij het decreet van 22 december 1994 tot instelling van deze dienst en, anderzijds, de toepassings sfeer van sommige regelingen te bepalen zodat hoger vermelde bijdragen kunnen geïnd worden;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

**HOOFDSTUK I. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 14 december 1995 tot vaststelling van de verplichte bijdragen bestemd voor het bevorderingsfonds "Tuinbouw"**

**Artikel 1. § 1.** In het 2e lid van artikel 3 van hetzelfde besluit worden de woorden "Groenten" : al de in het Waalse Gewest geproduceerde groenten" vervangen door de woorden "Verse groenten : alle in het Waalse Gewest geproduceerde groenten door middel van een conventionele en/of biologische teelt en die niet bestemd zijn voor de verwerkingsindustrie".

§ 2. In hetzelfde artikel wordt een als volgt opgesteld lid ingevoegd : "Groenten voor de industrie : alle in het Waalse Gewest geproduceerde groenten in contractteelt en bestemd voor de verwerkingsindustrie".

§ 3. In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen gebracht :

1° In punt 3 wordt het woord "verse" voor het woord "groenteteler" gevoegd;

2° In de plaats van punt 4, dat punt 5 wordt, wordt een als volgt opgesteld nieuw punt 4 ingevoegd : "4° De producent van groenten bestemd voor de industrie betaalt een bijdrage van 150 frank per hectare bouwlandoppervlakte".

§ 4. Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° Punt 3 wordt vervangen door de volgende bepaling : "3° de bouwlandoppervlakte, voor wat de verse groentetelers betreft";

2° In de plaats van punt 4, dat punt 5 wordt, wordt een als volgt opgesteld punt 4 ingevoegd

"4° de teeltoppervlakte, voor wat de telers van groenten bestemd voor de industrie betreft"

**Art. 2.** In het eerste lid van artikel 8 van hetzelfde besluit worden de woorden "door de Waalse Regering aangewezen" vervangen door de woorden "door de raad van bestuur van de "Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture" gemachtigd".

**Art. 3.** In het eerste lid van artikel 9 van hetzelfde besluit worden de woorden "overeenkomstig de van kracht zijnde decretale bepalingen inzake begroting" vervangen door de woorden "overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 22 december 1994 tot oprichting van de "Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture" (Gewestelijke Dienst voor de Promotie van de Land- en Tuinbouw), zoals gewijzigd bij het decreet van 25 juli 1996, inzonderheid op artikel 4, § 3".

**HOOFDSTUK II. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 14 december 1995 tot vaststelling van de verplichte bijdragen bestemd voor het bevorderingsfonds "Agro-voedingsmiddelen"**

**Art. 4.** In artikel 1 van hoger vermeld besluit wordt een als volgt opgesteld punt 3 ingevoegd

"3° opslagplaatsen : de gespecialiseerde verkooppunten waarvan de hoofdactiviteit, hetzij ten minste 50 % van de omzet, bestaat in de verkoop van brood- en banketbakkerijprodukten."

**Art. 5. § 1.** Het eerste streepje van § 1 van artikel 2 van hoger vermeld besluit wordt gewijzigd als volgt : "de brood- en banketbakkerijen en de opslagplaatsen, met uitzondering van de bij de wet van 27 juni 1921 bedoelde verenigingen zonder winstgevend doel".

§ 2. In hetzelfde artikel wordt § 2 vervangen door volgende bepaling :

“§ 2. De in § 1 vermelde bijdrage wordt verhoogd met een variabele bijdrage van :

- tweeduizend vijfhonderd frank voor de bijdrageplichtigen met 4 tot 9 werknemers;
- vijfduizend frank voor de bijdrageplichtigen met 10 tot 20 werknemers;
- zeventuizend vijfhonderd frank voor de bijdrageplichtigen met meer dan 20 werknemers.”

Art. 6. Artikel 4 wordt vervangen door volgende bepaling :

“De bijdragen zijn verschuldigd door de natuurlijke of rechtspersonen die uit hun activiteiten inkomsten verwerven in de zin van artikelen 23, § 1, en 183 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen.”

Art. 7. In het eerste lid van artikel 6 van hetzelfde besluit worden de woorden “ door de Waalse Regering aangewezen ” vervangen door de woorden “ door de raad van bestuur van de Dienst ”.

Art. 8. In het eerste lid van artikel 7 van hetzelfde besluit worden de woorden “ overeenkomstig de van kracht zijnde decretale bepalingen inzake begroting ” vervangen door de woorden “ overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 22 december 1994 tot oprichting van de Dienst, zoals gewijzigd bij het decreet van 25 juli 1996, inzonderheid op artikel 4, § 3 ”.

#### HOOFDSTUK III. — Andere bepalingen

Art. 9. In volgende artikelen, worden de woorden “ door de Waalse Regering aangewezen ” vervangen door de woorden “ door de raad van bestuur van de Dienst ”.

- in artikel 7, eerste lid van het besluit van de Waalse Regering van 14 december 1995 tot vaststelling van de verplichte bijdragen bestemd voor het bevorderingsfonds “ Akkerbouwprodukten ”;
- in artikel 5, eerste lid van het besluit van de Waalse Regering van 14 december 1995 tot vaststelling van de verplichte bijdragen bestemd voor het bevorderingsfonds “ Veeteelt en vlees ”;
- in artikel 7, eerste lid van het besluit van de Waalse Regering van 14 december 1995 tot vaststelling van de verplichte bijdragen bestemd voor het bevorderingsfonds “ Zuivel ”;
- in artikel 10, eerste lid van het besluit van de Waalse Regering van 14 december 1995 tot vaststelling van de verplichte bijdragen bestemd voor het bevorderingsfonds “ Kleinvee en allerlei ”.

Art. 10. In volgende artikelen, worden de woorden “ overeenkomstig de van kracht zijnde decretale bepalingen inzake begroting ” vervangen door de woorden “ overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 22 december 1994 tot oprichting van de Dienst, zoals gewijzigd bij het decreet van 25 juli 1996, inzonderheid op artikel 4, § 3 ” :

- in artikel 8, eerste lid van het besluit van de Waalse Regering van 14 december 1995 tot vaststelling van de verplichte bijdragen bestemd voor het bevorderingsfonds “ Akkerbouwprodukten ”;
- in artikel 6, eerste lid van het besluit van de Waalse Regering van 14 december 1995 tot vaststelling van de verplichte bijdragen bestemd voor het bevorderingsfonds “ Veeteelt en vlees ”;
- in artikel 8, eerste lid van het besluit van de Waalse Regering van 14 december 1995 tot vaststelling van de verplichte bijdragen bestemd voor het bevorderingsfonds “ Zuivel ”;
- in artikel 11, eerste lid van het besluit van de Waalse Regering van 14 december 1995 tot vaststelling van de verplichte bijdragen bestemd voor het bevorderingsfonds “ Kleinvee en allerlei ”.

Art. 11. Dit besluit wordt van kracht met ingang van 1 oktober 1996.

Art. 12. De Waalse Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.  
Namen, 17 oktober 1996.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,  
G. LUTGEN

F. 96 — 2434

[C — 27626]

17 OCTOBRE 1996. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté royal du 25 septembre 1984 fixant les normes générales définissant les objectifs de qualité des eaux douces de surface destinées à la production d'eau alimentaire

Le Gouvernement wallon,

Vu la Directive 75/440/CEE du 16 juin 1975 concernant la qualité requise des eaux superficielles destinées à la production d'eau alimentaire dans les Etats membres, modifiée par la Directive 79/869/CEE du 9 octobre 1979 relative aux méthodes de mesures et à la fréquence des échantillonnages et de l'analyse des eaux superficielles destinées à la production d'eau alimentaire dans les Etats membres;

Vu la loi du 24 mai 1983 relative aux normes générales définissant les objectifs de qualité des eaux de surface à usage déterminés;

Vu le décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 25 octobre 1990 désignant les zones de protection des eaux de surface, notamment l'article 6;

Vu l'avis de la Commission consultative de la protection des eaux de surface contre la pollution, donné le 26 septembre 1996,